

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	Version du 25/04/2022
Article du PSN	<b>Investissements productifs on farm (Article 73)</b>
Fiche PSN n°	73.01
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	<b>Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique</b>
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc.)	Appel à projets ; paiements associés
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p><b>La fiche Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au changement climatique est composée de 3 volets :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. <u>Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique</u></b></li> <li><b>2. <u>Effluents</u></b></li> <li><b>3. <u>Performance énergétique</u></b></li> </ol> <p><b>1. <u>Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique</u></b>          - Construction, rénovation, extension et modernisation de bâtiments d'élevage et d'engraissement bovins, ovins, caprins et équins (sous réserve d'acceptabilité pour ces derniers par la commission)</p>

- Construction, rénovation, extension et modernisation de bâtiments d'élevage et d'engraissement de volailles et porcins sous SIQO (AOP, AOC, IGP, label rouge, AB). L'éligibilité pourra être étendue à des élevages sans SIQO mais répondant à un cahier des charges minimal en matière de bien-être animal (*une expertise est en cours pour déterminer ce(s) cahier(s) des charges*).
- Equipements rendant le bâtiment opérationnel ; aménagement de la salle de traite ; aménagement des abords et des parcours ; travaux d'insertion paysagère des bâtiments ; tous types de travaux visant à améliorer la santé et la sécurité des hommes et des animaux et l'évolution des systèmes de production (dont rénovation et aménagement de bâtiments).
- Robots : équipements éligibles à condition d'être dédiés aux bâtiments
- Equipements liés à la biosécurité : éléments inscrits dans le PACTE 2021-2022.

**Aléas climatiques** : Investissements liés à l'adaptation des élevages (donc hors culture) visant à limiter les impacts des aléas climatiques.

**Résilience face au changement climatique (stockage de fourrage et d'eau individuelle) :**

- Stockage de l'eau : équipements pour la récupération, le traitement et la potabilisation de l'eau de pluie de toiture sur le siège de l'exploitation (cours de ferme par exemple) et des bâtiments annexes. L'eau récupérée et stockée est destinée à l'abreuvement des animaux et au nettoyage.
- Extension et rénovation des réseaux existants pour l'abreuvement des animaux au pâturage.
- L'éligibilité des abreuvoirs dans les pâtures sera encadrée en faisant le lien avec la biosécurité (liste fermée catégorie biosécurité dans la notice).
- Stockage de fourrages et des aliments à destination des animaux présents sur l'exploitation, y compris les silos de stockage.
- Matériel de fabrication des aliments à la ferme pour l'autoconsommation.

**2. Effluents** : (uniquement pour de la mise aux normes en zones vulnérables et, hors zones vulnérables pour les JA contraints à une mise aux normes)

Sont éligibles :

- Equipements et construction pour la gestion des effluents d'élevage, dans le cadre de la mise aux normes vis-à-vis de la directive nitrates pour les exploitants agricoles non JA ;
- Séparateurs de phases ;
- Couverture des fosses.

**3. Performance énergétique** (conserver le séchage solaire et les équipements énergie).

- Aménagement et matériels visant à améliorer la performance énergétique des bâtiments et du processus de production ;
- Construction et équipements de valorisation de la matière organique issue de l'exploitation pour une utilisation sur l'exploitation (hors production énergétique) ;
- Aménagement de locaux et matériels de séchage solaire en grange de fourrages ou de séchage de cultures à partir d'énergies renouvelables ;

	<p>- Installations de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas d'un soutien tarifaire (obligation d'achat ou appel d'offre Commission de Régulation de l'Energie).</p> <p>- Matériel d'occasion (<b>expertise technique en cours</b>)</p>
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Stockage d'eau couplé à des panneaux solaires (cf. abreuvoir).</li> <li>. Investissements pour la production d'énergie renouvelable bénéficiant d'un soutien tarifaire</li> <li>. Investissements de méthanisation</li> <li>. Les unités de méthanisation en site isolé ne peuvent être dédiées à l'exploitation donc ne sont pas éligibles.</li> <li>. Investissements de stockage hydraulique liés à un mécanisme de production d'énergie renouvelable</li> <li>. Forages pour l'eau en zone karstique. En l'absence de cartographie permettant de déterminer les zones karstiques, les forages sont inéligibles sur tout le territoire régional</li> <li>. Travaux de gestion des effluents « tout lisier » en zone karstique. En l'absence de cartographie permettant de déterminer les zones karstiques, les travaux de gestion des effluents « tout lisier » sont inéligibles sur tout le territoire régional. Le système tout lisier est apprécié à l'échelle de l'exploitation.</li> <li>. Travaux de désamiantage</li> <li>. Création et agrandissement d'ateliers de volailles et porcins en conventionnel (hors SIQO) qui ne répondent pas au cahier des charges minimal en matière de bien-être animal (cf. point 1).</li> <li>. Investissements financés par voie de crédit-bail</li> <li>. Auto-construction hors fournitures sur factures (la liste des fournitures sera précisée dans les appels à projet)</li> <li>. Frais de montages des dossiers (les études sont éligibles exceptées les études financées par le Conseil régional)</li> <li>. Taxes, redevances, impôts inhérents</li> <li>. Aléas climatiques : les dispositifs anti-grêle et antigel seront financés dans le cadre de la mesure « Investissements pour la transition agroécologique des productions végétales »</li> <li>. L'hydraulique collective</li> </ul> <p>Une mise à jour de l'éligibilité des matériels innovants pourra être réalisée après avis pris auprès de l'INRAE et du ministère en charge de l'Agriculture et en concertation avec la Chambre régionale d'agriculture.</p> <p><i>L'ensemble des coûts rendus inéligibles par le PSN, et les règlements européens :</i></p> <p><i>(a) l'achat de droits de production agricole ;</i></p> <p><i>(b) l'achat de droits au paiement ;</i></p> <p><i>(c) l'achat de terrains pour un montant supérieur à 10 % du total des dépenses éligibles pour l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrains pour la conservation de l'environnement et la préservation des sols riches en carbone ou des terrains achetés par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles payées au bénéficiaire final ou, en cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;</i></p>

	<p>(d) l'achat d'animaux, de plantes annuelles et leur plantation dans un but autre que (i) la restauration du potentiel agricole ou forestier à la suite d'une catastrophe naturelle, d'événements climatiques défavorables ou d'un événement catastrophique, (ii) la protection du bétail contre les grands prédateurs ou son utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) élever des races menacées au sens de l'article 2, paragraphe 24, du règlement (UE) n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou iv) conserver des variétés végétales menacées d'érosion génétique dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;</p> <p>(e) taux d'intérêt sur la dette, sauf en ce qui concerne les subventions accordées sous la forme d'une bonification d'intérêt ou d'une subvention pour frais de garantie ;</p> <p>(g) les investissements dans les infrastructures à grande échelle, tels que déterminés par les États membres dans le plan stratégique de la PAC, ne faisant pas partie des stratégies de développement local menées par la communauté énoncées à l'article 26 du règlement [RPC], à l'exception du haut débit et des actions préventives contre les inondations ou la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles probables, d'événements climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;</p> <p>(h) les investissements dans le boisement qui ne sont pas compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts, tels qu'ils sont développés dans les Directives paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.</p>
Conditions d'admissibilité	<p><u>Projets stratégiques</u> : sont considérés comme des projets stratégiques les projets pour lesquels une étude ou un diagnostic global de l'exploitation a été réalisé avant la mise en place du projet d'investissements. Ces études ou diagnostics globaux doivent prévoir la réalisation des investissements (plan d'actions) faisant l'objet de la demande d'aide. Ces études ou diagnostics pourront être financés par le Conseil régional dans le cadre de sa politique d'audits et de conseils aux exploitations.</p> <p>Le critère « projet stratégique » s'applique aux projets au-delà d'un montant plancher prévisionnel d'investissement (montant qui sera défini dans les arrêtés de mise en œuvre). Le critère est applicable à tous les porteurs de projet éligibles (individuels ou collectifs).</p> <p>Hypothèses de travail :</p> <p>Un arrêté commun pour les projets stratégiques et « classiques ». L'obtention de la labellisation « projet stratégique » est conditionnée au fait que l'exploitation ait eu recours à un conseil et que l'investissement dont fait l'objet la demande de subvention soit prévu dans le plan d'actions établi. Taux majoré, sur-plafond et points supplémentaires dans la grille de sélection.</p> <p>Les porteurs de projets sont limités à deux dépôts au cours de la programmation 2023-2027.</p> <p><u>Pour le stockage d'eau</u> : l'installation devra être située sur le siège de l'exploitation ou à proximité immédiate d'un bâtiment annexe de l'exploitation.</p>
Lignes de partage PSN	<p>Les projets d'irrigation émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres fiches PSN régionales.</p> <p>Les investissements émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres fiches PSN régionales.</p>
Lignes de partage FESI	<p>Les investissements éligibles à la présente fiche ne sont pas éligibles au FEDER ou au FEAMPA.</p>
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	

<p>Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)</p>	<p>Nouvelle version de la définition de l'agriculteur actif retenue dans le PSN (Version du 22/12/2021):</p> <p>« Un « agriculteur actif » est un bénéficiaire qui remplit l'une des quatre conditions suivantes :</p> <p>Une personne physique assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA ou régime spécial en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à retraite. Des conditions additionnelles à ce dernier point nécessitent un travail complémentaire avec les parties prenantes et feront l'objet de précisions ultérieures notifiées et intégrées au PSN ;</p> <p>Une société dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;</p> <p>Une société sans associé cotisant à l'ATEXA, dès lors que le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM et à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage) ;</p> <p>Une autre personne morale ne relevant pas d'une forme sociétaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o les structures de droit public lorsqu'elles ont une activité agricole (lycées agricoles, collectivités...),</li> <li>o les associations Loi 1901 dont les statuts prévoient l'activité agricole.</li> </ul> <p>Une définition adaptée au contexte spécifique des territoires ultramarins est par ailleurs retenue pour les outre-mer. Pour ces territoires, une liste négative d'activités est retenue : Est considéré « agriculteur actif » toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole à l'exception de celles qui exploitent des aéroports, des services ferroviaires, des sociétés de services des eaux, des services immobiliers ou des terrains de sport et de loisir (à l'exception des centres équestres). »</p> <p>Les indivisions ne sont pas éligibles.</p>
<p><b>Nature et montant de l'aide</b></p>	
<p><b>A. Nature de l'aide</b></p>	
<p>Subvention / IF</p>	<p>Subvention</p>
<p><b>B. Taux d'aide</b></p>	
<p>Taux de base</p>	<p><b>40%</b></p>

Majoration(s)	Projets stratégiques : 15% JA : 20% (pour les collectifs : prorata des parts détenues) Bios (certification nécessaire, pour les projets collectifs 50% du nombre d'exploitations agricoles minimum) : 10% Collectifs / PEI : 10% Zone de montagne : 5%  Il est possible de cumuler des majorations dans la limite d'un taux d'aide global de 55%, sauf pour les JA et nouveaux installés qui pourront être financés à un taux de 60%.
<b>C. Calcul du montant de la subvention</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	<b>5 000 €</b>
Plafonds (en dépenses éligibles)	<b>80 000 € ou 100 000 €</b>
Sur-plafonds	Transparence GAEC : + 60 000 € pour deuxième associé + 40 000 € pour un troisième associé Projets stratégiques : + 30 000 €
Modalités de versement (acomptes ?)	Acomptes limités à 2
<b>Procédure</b>	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<p>Une grille de sélection par volet d'intervention. Elle devra être en cohérence avec les mots clefs et objectifs précisés ci-après.</p> <p>Pour rappel l'étude sur la programmation 14-22 a recommandé d'affiner les grilles de sélection pour coller aux enjeux par filière. Faire une partie commune avec un chapitre spécifique à chaque filière. Dans le cas des exploitations multi-filières, se baser sur la production dominante.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtrise du risque économique (=projets stratégiques) :</li> <li>- Jeunes agriculteurs (nouveaux installés)</li> <li>- Bien-être animal</li> <li>- Construction bois</li> <li>- Santé et sécurité humaine et animale</li> <li>- Zones en déficit de renouvellement ou Zone de déprise agricole (attention, reprendre la formulation exacte utilisée pour la DJA)</li> <li>- Prise en compte du changement climatique et l'adaptation à celui-ci</li> <li>- Egalité hommes / femmes (<i>expertise technique à mener</i>)</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	

Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	

PROJET DEFECTUEUX